

Mettre en échec l'extrême droite

Exposé des motifs :

Les dernières élections européennes ont fait du Front National, le parti rassemblant le plus grand nombre de votants, et nous assistons à une progression continue de ses résultats électoraux au cours des derniers scrutins.

Le Front National sous ses faux airs de dédramatisation, reste un parti raciste et xénophobe et à tendance fasciste dans la lignée des thèses historiques des extrêmes droites.

Malheureusement, l'actualité dramatique de ces derniers jours ouvre une période d'incertitude qui pourrait faire place aux logiques d'exclusion, de repli identitaire et de sectarisme.

Ces faits politiques nouveaux appellent à repenser une stratégie efficace de lutte contre les idées nauséabondes de l'extrême-droite et à empêcher que celle-ci parvienne à conquérir de nouvelles majorités.

Motion

A l'approche des élections départementales et régionales, dans le respect du principe de subsidiarité prévu par nos statuts, le Conseil Fédéral des 17 et 18 janvier 2015 :

1 – Considère que la bataille contre le Front National doit être en priorité celle des idées et des valeurs. La lutte contre le FN et pour le réinvestissement des abstentionnistes dans la vie politique s'inscrit dans un effort de fond et de long terme incluant la mise en œuvre de politiques publiques qui restaurent les solidarités et la confiance dans l'avenir, qui assurent la tranquillité publique, qui réduisent les inégalités et réinventent nos systèmes de protection sociale et qui permettent d'engager la transition énergétique et écologique. Les écologistes doivent affirmer leur capacité à porter une alternative porteuse de sens et répondant aux aspirations concrètes d'une bonne partie de la population.

2 - Considère que les institutions de la 5ème République sont épuisées et que leur rénovation démocratique doit être conduite sans tarder. Celle-ci s'inscrit dans la perspective d'une 6ème République et passe par le changement des modes de scrutin au bénéfice de la proportionnelle. Dès lors que nous plaillons pour la représentation de tou-te-s, il peut paraître contradictoire d'user d'artifices électoraux pour contrer la représentation d'un parti politique comptant un nombre considérable d'électeurs. Les gouvernements successifs portent une responsabilité en refusant le droit de vote aux étrangers et en maintenant des modes de scrutins uninominaux qui nous enferment dans des contraintes d'accords.

3 - Constate que la pratique du front républicain dès le premier tour n'est pas une réponse adaptée. Par ailleurs, le désistement républicain de second tour atteint ses limites, pour faire reculer le Front National tant dans les urnes que dans la bataille d'idées. Le report des voix à l'appel d'un parti politique n'est pas automatique. Aucun parti n'est propriétaire de ses électeurs. La solution de facilité des états-majors des partis d'additionner les voix ne se vérifie pas toujours. Elle peut devenir contreproductive, car elle renforce la différenciation du Front national, qui a beau jeu de se présenter ensuite comme seule alternative possible à l'UMP et au PS.

4 – Confirme sa volonté de mettre en œuvre des solutions pour empêcher le Front National de conquérir des majorités et de s'opposer de manière frontale lorsque ce parti remporte une élection. Le désistement républicain ne peut donc être appréhendée de la même manière selon qu'il s'agit d'une élection avec un mode de scrutin uninominal ou d'un scrutin par liste. En effet dans le premier cas, lorsque nous ne sommes pas en position d'avoir un-e élu-e, il est cohérent d'appeler à faire barrage au front national au second tour.

C'est dans cette logique que travailleront les CPR pour les élections départementales. Dans le second cas il serait incompréhensible alors que nous avons la possibilité d'avoir des élus qui constitueront une force d'opposition au FN de se retirer au nom du front républicain.

4 – Constate une porosité de plus en plus prégnante entre le discours de la droite traditionnelle et celui de l'extrême-droite. Une même logique consiste à pointer du doigt des boucs-émissaires coupables : les étrangers, les bénéficiaires d'aides sociales, etc... Néanmoins une différence essentielle demeure, les formations politiques de la droite continuent à défendre la démocratie.

5 – Demande aux CPR et groupes locaux de questionner et enrichir les outils de luttés contre le FN, à travers des débats qui permettront aux militantEs de s'exprimer et de s'appropriier ses outils. Le groupe de travail FN proposera un cadre pour ses débats et organisera un retour au prochain Conseil fédéral.

Pour : 67 ; contre : 3 ; blancs : 7